

Un printemps de mobilisation pour les services publics territoriaux

En 2025, la Fédération CGT des services publics a placé les États généraux des services publics territoriaux (EGSPT) au cœur de son action syndicale. Face à la réduction des moyens, aux réformes impopulaires et à la remise en cause des droits sociaux, l'initiative des EGSPT vise à donner la parole aux agent-es, à renforcer la solidarité et à porter des propositions concrètes pour l'avenir des services publics locaux. Cette démarche collective, portée par un groupe de travail fédéral, s'adresse à l'ensemble des personnels des collectivités, des établissements publics, des SDIS, du logement social, de l'eau et de la thanatologie.

L'objectif principal des EGSPT est de recueillir les expressions et revendications des agent-es sur leurs conditions de travail, les besoins des usagers-ères et les priorités pour l'avenir. Il s'agit de construire un diagnostic partagé sur l'état des services publics territoriaux, mis à mal par des politiques d'austérité successives. En mobilisant l'ensemble des acteurs — syndicats, usagers-ères et élu-es —, la CGT entend formuler des propositions ambitieuses pour renforcer et développer des services publics de qualité, accessibles à toutes et tous.

Des initiatives concrètes sur tout le territoire

Pour illustrer la dynamique des EGSPT, de nombreuses initiatives concrètes ont vu le jour. Dès le 20 mars 2025, un webinaire fédéral a permis de présenter la démarche, les outils, et de partager les premiers retours des agent-es. Ces rencontres virtuelles ont favorisé la mobilisation et l'échange entre syndicats et personnels territoriaux, tout en posant les bases d'un mouvement national. Dans les collectivités, des débats locaux ont été organisés, permettant à chacun-e de s'exprimer et d'alimenter les « cahiers d'expressions et de revendications » mis à disposition. Ces cahiers recueillent les attentes, les difficultés rencontrées au quotidien, mais aussi les idées et propositions pour améliorer le service public.

Dans cette dynamique, plusieurs événements EGSPT ont été organisés localement : à Poitiers dans la Vienne (86), dans le Vaucluse (84), et à La Rochelle en Charente-Maritime

(17). D'autres sont actuellement en préparation : à Saint-Étienne dans la Loire (42), dans la métropole de Clermont-Ferrand située dans le Puy-de-Dôme (63), en région PACA — notamment sur les enjeux de sécurité lors d'un événement prévu en octobre — regroupant les départements des Alpes-de-Haute-Provence (04), Hautes-Alpes (05), Alpes-Maritimes (06), Bouches-du-Rhône (13), Var (83) et Vaucluse (84), ainsi qu'à Vendôme dans le Loir-et-Cher (41) et à Malakoff dans les Hauts-de-Seine (92). Ces initiatives témoignent de l'ancrage territorial de la démarche et de l'implication croissante des acteurs locaux partout en France.

Par ailleurs, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées auprès des usagers-ères et des élu-es afin de défendre le rôle essentiel des services publics territoriaux. Ces actions, allant de la distribution de tracts à l'organisation de forums citoyens, ont permis de renforcer la visibilité des enjeux et de mobiliser un public toujours plus large. La Fédération a également élaboré un document de propositions concrètes, incluant la titularisation des agent-es, l'amélioration des conditions de travail, ou encore la création de nouveaux services adaptés aux besoins contemporains, tels que le logement, la transition écologique ou l'accès au numérique. Enfin, des rencontres avec les élu-es et les pouvoirs publics ont été organisées pour porter les revendications issues des EGSPT et tenter d'influencer les politiques publiques.

Les premiers enseignements d'une démarche participative

Les premières remontées des territoires témoignent d'une forte attente en matière de reconnaissance des métiers et des qualifications, d'amélioration des conditions de travail, de renforcement des effectifs et des moyens, mais aussi de défense du statut et des droits collectifs. Les agent-es insistent également sur la nécessité de garantir la qualité du service rendu aux usager-ères, dans un contexte de dégradation des conditions de travail et de manque de moyens. Pour la CGT, il est plus que jamais essentiel de rappeler que les services publics territoriaux constituent un pilier de la cohésion sociale et de la démocratie locale.

Vers une restitution nationale et un plan d'action

La Fédération CGT des services publics poursuivra la collecte des contributions jusqu'à l'automne 2025. Les résultats seront ensuite restitués lors d'un événement national, qui servira de base à l'élaboration d'un plan d'action syndical et à la formulation de propositions à destination des pouvoirs publics en septembre 2026. Les EGSPT illustrent ainsi la vitalité du syndicalisme de terrain et la volonté de construire, avec les agent-es et les usagers-ères, l'avenir des services publics territoriaux. Plus que jamais, la mobilisation collective apparaît comme essentielle pour défendre des services publics de qualité, garants de l'égalité et de la solidarité sur l'ensemble du territoire.